

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

Projet de loi n° 101

Charte de la langue française

Première lecture



PRÉSENTÉ

Par M. CAMILLE LAURIN

Ministre d'État au développement culturel

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 7

Projet de loi n° 101

Charte de la langue française

Préambule

Langue distinctive d'un peuple majoritairement francophone, la langue française permet au peuple québécois d'exprimer son identité.

L'Assemblée nationale reconnaît la volonté des Québécois d'assurer la qualité et le rayonnement de la langue française. Elle est donc résolue à faire du français la langue de l'État et de la Loi aussi bien que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement et des communications.

L'Assemblée nationale entend poursuivre cet objectif dans un climat de justice et d'ouverture à l'égard des minorités ethniques, dont elle reconnaît l'apport précieux au développement du Québec.

L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et développer leur langue et culture d'origine.

Ces principes s'inscrivent dans le mouvement universel de revalorisation des cultures nationales qui confère à chaque peuple l'obligation d'apporter une contribution particulière à la communauté internationale.

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi, appelé à remplacer la Loi sur la langue officielle adoptée en 1974, affirme, à l'article premier, que le français est la langue officielle du Québec.

Au chapitre II, la Loi reconnaîtra certains droits linguistiques fondamentaux:

— à toute personne, le droit que communiquent en français avec elle, l'Administration, les organismes parapublics et les entreprises, ainsi que le droit de s'exprimer en français en assemblée délibérante;

— aux travailleurs, le droit d'exercer leurs activités en français;

— aux consommateurs, le droit d'être informés et servis en français;

— aux personnes admissibles à l'enseignement, le droit de recevoir cet enseignement en français.

Au chapitre III, la Loi consacrera la langue française comme langue de la législation et de la justice.

Les lois et les règlements seront rédigés en français et n'auront de caractère officiel que dans cette langue. Toutefois une version anglaise en sera imprimée et publiée par l'Administration.

Les personnes morales s'adresseront en français aux organismes judiciaires ou quasi-judiciaires. Elles plaideront devant eux dans la langue officielle, à moins que toutes les parties à l'instance ne consentent à plaider en langue anglaise.

Les pièces de procédures émanant des organismes judiciaires ou quasi-judiciaires ou expédiées par des avocats seront rédigées en français. Elles pourront l'être dans une autre langue si la personne physique à qui elles sont adressées y consent.

Les jugements rendus seront rédigés en français ou accompagnés d'une version française dûment authentifiée. Seule la version française du jugement sera officielle.

TITRE PREMIER

STATUT DE LA LANGUE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

LA LANGUE OFFICIELLE DU QUÉBEC

Article premier

Le français est la langue officielle du Québec.

CHAPITRE II

DROITS LINGUISTIQUES FONDAMENTAUX

Art. 2

Toute personne a le droit que communiquent en français avec elle l'Administration, les services de santé et les services sociaux, les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels, les associations de salariés et les diverses entreprises exerçant au Québec.

Art. 3

En assemblée délibérante, toute personne a le droit de s'exprimer en français.

Art. 4

Les travailleurs ont le droit d'exercer leurs activités en français.

Art. 5

Les consommateurs de biens ou de services ont le droit d'être informés et servis en français.

Au chapitre IV, la Loi fera du français la langue de l'Administration.

Elle prescrira l'usage exclusif de la langue officielle dans les cas suivants:

- la dénomination des organismes et des services de l'Administration, sous réserve de certaines exceptions;*

- les communications écrites de l'Administration avec les autres gouvernements et avec les personnes morales établies au Québec;*

- les communications écrites des organismes de l'Administration entre eux;*

- l'affichage de l'Administration, sous réserve de certaines exceptions;*

- la signalisation routière.*

Elle rendra obligatoire l'usage du français, sans toutefois interdire l'usage d'une autre langue, dans les cas suivants:

- la rédaction des textes et documents de l'Administration;*

- les communications écrites à l'intérieur des organismes de l'Administration;*

- les contrats conclus par l'Administration au Québec.*

Elle laissera facultatif l'usage soit du français, soit d'une autre langue, notamment dans les cas suivants:

- la correspondance de l'Administration avec les personnes physiques qui s'adressent à elle dans une autre langue que le français;*

- les contrats conclus par l'Administration avec l'étranger;*

- les communications internes des organismes scolaires dont la majorité des administrés sont d'une autre langue que le français ainsi que dans les services scolaires qui dispensent l'enseignement dans une autre langue que le français.*

Pour être nommé, muté ou promu à une fonction dans l'Administration, il faudra avoir une connaissance appropriée de la langue officielle.

Les organismes municipaux ou scolaires dont les administrés sont en majorité d'une langue autre que le français devront se conformer aux articles 14 à 23 avant la fin de l'année 1983 et prendre dès l'adoption de la Loi les mesures voulues pour atteindre cet objectif.

Au chapitre V, la Loi obligera les services de santé, les services sociaux, les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels et les membres des ordres professionnels à assurer que

Art. 6

Toute personne admissible à l'enseignement au Québec a droit de recevoir cet enseignement en français.

CHAPITRE III

LA LANGUE DE LA LÉGISLATION ET DE LA JUSTICE

Art. 7

Le français est la langue de la législation et de la justice au Québec.

Art. 8

Les projets de loi sont rédigés dans la langue officielle. Ils sont également, en cette langue, déposés à l'Assemblée nationale, adoptés et sanctionnés.

Art. 9

Seul le texte français des lois et des règlements est officiel.

Art. 10

L'Administration imprime et publie une version anglaise des lois et des règlements.

Art. 11

Les personnes morales s'adressent dans la langue officielle aux tribunaux et aux organismes exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires. Elles plaident devant eux dans la langue officielle, à moins que toutes les parties à l'instance ne consentent à plaider en langue anglaise.

Art. 12

Les pièces de procédure émanant des tribunaux et des organismes exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires ou expédiées par les avocats exerçant devant eux doivent être rédigées

leurs services soient disponibles dans la langue officielle et qu'ils utilisent la langue officielle dans leurs textes et documents destinés au public ainsi que dans leurs communications avec l'Administration et les personnes morales.

Les ordres professionnels:

- ne seront désignés que par leur dénomination française;*
- ne pourront délivrer de permis qu'à des personnes ayant de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de leur profession;*
- pourront cependant délivrer des permis temporaires valables pour un an et renouvelables deux fois seulement avec l'autorisation de l'Office de la langue française, à des personnes qui ne remplissent pas les exigences de la Loi quant à la connaissance de la langue officielle;*
- pourront également, avec l'autorisation préalable de l'Office, délivrer à des personnes déjà autorisées à exercer leur profession à l'extérieur du Québec, un permis restrictif autorisant son détenteur à exercer sa profession pour le compte d'un seul employeur dans une fonction ne l'amenant pas à traiter avec le public.*

Au chapitre VI, la Loi obligera les employeurs à rédiger dans la langue officielle les communications adressées à leurs employés.

Les conventions collectives et leurs annexes ainsi que les décisions rendues en application d'une convention collective ou en vertu du Code du travail devront être rédigées en français sous peine de nullité.

Un employeur ne pourra congédier ou rétrograder un membre de son personnel pour la seule raison que ce dernier ne parle que le français ou qu'il ne connaît pas suffisamment une langue donnée autre que la langue officielle. Toute contravention à cette disposition, en plus de constituer une infraction, autorisera un salarié à faire valoir ses droits en vertu du Code du travail, comme s'il s'agissait d'un congédiement pour activités syndicales.

Il sera également interdit à un employeur d'exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle, à moins que l'accomplissement de la tâche ne nécessite la connaissance de cette autre langue.

Les associations de salariés devront communiquer en français avec leurs membres.

Le chapitre sur la langue du travail sera réputé faire partie de toute convention collective.

Le chapitre VII traite de la langue du commerce et des affaires.

dans la langue officielle. Ces pièces peuvent cependant être rédigées dans une autre langue si la personne physique à qui elles sont destinées y consent expressément.

Art. 13

Les jugements rendus au Québec par les tribunaux et les organismes exerçant des fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une version française dûment authentifiée. Seule la version française du jugement est officielle.

CHAPITRE IV

LA LANGUE DE L'ADMINISTRATION

Art. 14

Les organismes et services de l'Administration ne sont désignées que par leur dénomination française.

Art. 15

L'Administration rédige dans la langue officielle ses textes et documents.

Le présent article ne s'applique pas aux relations avec l'extérieur du Québec, aux communiqués et à la publicité véhiculés par des organes d'information diffusant dans une langue autre que le français et à la correspondance de l'Administration avec les personnes physiques lorsque celles-ci s'adressent à elle dans une langue autre que le français.

Art. 16

Dans ses communications écrites avec les autres gouvernements et avec les personnes morales établies au Québec, l'Administration n'utilise que la langue officielle.

Art. 17

Le gouvernement, ses ministères et les autres organismes de l'Administration utilisent uniquement la langue officielle, dans leurs communications écrites entre eux.

Les inscriptions sur un produit ou sur son emballage et les documents ou objets accompagnant ce produit devront être rédigés en français. Cette règle s'applique aux catalogues, brochures et dépliants, aux jeux et aux jouets, aux contrats d'adhésion, aux formulaires de demande d'emploi, bons de commande, aux factures, reçus et quittances, à l'affichage public et aux raisons sociales.

Seul le français sera permis dans l'affichage public et dans les raisons sociales, sous réserve de certaines exceptions.

Le chapitre prévoit les cas où l'usage d'une seule langue autre que le français sera permis:

- certains cas d'étiquetage des produits;*
- les contrats d'adhésion, par exemple, si telle est la volonté expresse des parties;*
- la publicité véhiculée par les organes d'information diffusant dans une autre langue;*
- les messages de types religieux, politique ou idéologique, pourvu qu'ils soient à but non lucratif.*

Au chapitre VIII, la Loi prescrira que l'enseignement doit se donner en français dans les classes maternelles et dans les écoles primaires et secondaires.

Par dérogation, pourront recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de leur père et de leur mère:

- a) les enfants dont le père ou la mère a reçu au Québec l'enseignement primaire en anglais;*
- b) les enfants dont le père ou la mère est, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, domicilié au Québec et a reçu, hors du Québec, l'enseignement primaire en anglais;*
- c) les enfants qui, lors de leur dernière année de scolarité avant l'entrée en vigueur de la présente loi, recevaient légalement, au Québec, l'enseignement en anglais dans une classe maternelle publique ou à l'école primaire ou secondaire;*
- d) les frères et soeurs de ces derniers.*

Le ministre de l'éducation pourra conférer à des personnes désignées par lui le pouvoir de vérifier l'admissibilité des enfants à l'enseignement en anglais, même si ces enfants reçoivent l'enseignement en français.

Une déclaration d'admissibilité obtenue par fraude ou sur le fondement d'une fausse représentation sera nulle. Par ailleurs,

Art. 18

Le français est la langue des communications écrites à l'intérieur du gouvernement, de ses ministères et des autres organismes de l'Administration.

Art. 19

Les avis de convocation, les ordres du jour et les procès-verbaux de toute assemblée délibérante dans l'Administration sont rédigés dans la langue officielle.

Art. 20

Pour être nommé, muté ou promu à une fonction dans l'Administration, il faut avoir de la langue officielle une connaissance appropriée à cette fonction.

Pour l'application de l'alinéa précédent, chaque entité de l'Administration établit les critères et modalités de vérification, soumis à l'approbation de l'Office de la langue française. À défaut de quoi, l'Office peut les établir lui-même. Si l'Office estime insatisfaisants les critères et modalités, il peut soit demander à l'entité concernée de les amender, soit les établir lui-même.

Art. 21

Les contrats conclus par l'Administration, y compris ceux qui s'y rattachent en sous-traitance, sont rédigés dans la langue officielle. Ces contrats et les documents qui s'y rattachent peuvent être rédigés dans une autre langue lorsque l'Administration contracte à l'extérieur du Québec.

Art. 22

L'Administration n'utilise que le français dans l'affichage, sauf lorsque la santé ou la sécurité publique exigent aussi l'utilisation d'une autre langue.

Art. 23

L'Administration peut afficher à la fois en français et dans une autre langue avec prédominance du français dans les municipalités dont la majorité des administrés sont d'une langue autre que française ainsi que dans les établissements scolaires dispensant l'enseignement dans une autre langue que le français.

le ministre de l'éducation pourra annuler une déclaration d'admissibilité émise par erreur.

Il y aura appel auprès d'une commission d'appel instituée à cette fin par le gouvernement des décisions des organismes scolaires et des personnes désignées par le ministre de l'éducation, concernant l'admissibilité à l'enseignement en anglais, ainsi que des décisions du ministre de l'éducation d'annuler les déclarations d'admissibilité émises par erreur.

Les organismes scolaires qui ne donnent pas déjà l'enseignement en anglais ne sont pas tenus de le donner.

L'obtention d'un certificat d'études secondaires devra impliquer la connaissance du français, parlé et écrit.

Rien dans la loi projetée n'empêchera l'usage d'une langue amérindienne dans l'enseignement dispensé aux Amérindiens.

La loi reconnaît le Cri et l'Inuitut comme langue d'enseignement dans les territoires de la commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik, tout en permettant l'usage du français ou de l'anglais.

Ces deux commissions scolaires doivent cependant prendre les dispositions nécessaires pour que le chapitre VIII s'applique intégralement, sur leurs territoires respectifs, aux enfants dont les parents ne sont pas admissibles aux bénéfices de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Le chapitre IX contient certaines dispositions générales.

— La loi permettra d'employer une langue autre que le français dans les cas où elle ne prescrira pas l'usage exclusif de la langue officielle.

— Tout ce qu'une loi prescrit de rédiger ou de publier en français et en anglais pourra ne l'être qu'en français.

— Le français devra dominer ou à tout le moins figurer d'une façon aussi évidente que toute autre langue dans les cas de publication multilingue.

— Rien n'empêchera l'emploi d'une langue en dérogation à la loi lorsque les usages internationaux l'exigeront.

— Les Cris, les Inuit et les Naskapis auront droit à l'usage de leurs langues respectives et seront exemptés de l'application de la plupart des articles de la loi dans les territoires qu'ils occupent respectivement et dans leurs organismes. Ces derniers auront cependant comme objectif d'introduire graduellement le français dans leur administration.

Le titre II institue l'Office de la langue française, composé de cinq membres, définit ses devoirs et pouvoirs, met sur pied

Art. 24

Les organismes municipaux ou scolaires dont les administrés sont en majorité d'une langue autre que le français doivent se conformer aux articles 14 à 23 avant la fin de l'année 1983 et prendre, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les mesures voulues pour atteindre cet objectif.

Art. 25

Les organismes scolaires peuvent utiliser à la fois la langue officielle et la langue de la majorité de leurs administrés, s'il y a lieu, dans leur dénomination et, le cas échéant, l'une ou l'autre de ces langues dans leurs communications internes.

Art. 26

Dans les organismes scolaires, la langue officielle et la langue d'enseignement peuvent être utilisées comme langues de communication interne des services chargés d'organiser ou de donner l'enseignement dans une langue autre que le français.

Art. 27

Seule la langue officielle peut être utilisée dans la signalisation routière. Le texte français peut être complété ou remplacé par des symboles ou des pictogrammes.

CHAPITRE V

LA LANGUE DES ORGANISMES PARAPUBLICS

Art. 28

Les services de santé, les services sociaux et les entreprises d'utilité publique, les ordres professionnels et les membres des ordres professionnels doivent assurer que leurs services sont disponibles dans la langue officielle. Ils doivent rédiger en cette langue les avis, communications et imprimés destinés au public, y compris les titres de transport en commun.

des commissions de terminologie et rattache à l'Office la commission de géographie, qui portera désormais le nom de Commission de toponymie.

L'Office de la langue française aura notamment pour mission de vérifier si les organismes de l'Administration prennent les mesures voulues pour se conformer à la loi et de voir à ce que les entreprises de cinquante salariés ou plus adoptent et appliquent des programmes de francisation et obtiennent des certificats de francisation.

Les entreprises employant cent personnes ou plus devront, avant le 30 novembre 1977, instituer chacune un comité de francisation d'au moins six personnes dont au moins le tiers sera formé de représentants des employés. Ces comités auront pour mission d'analyser la situation linguistique de l'entreprise et, le cas échéant, d'adopter et d'appliquer un programme de francisation.

L'Office pourra, au cas de contravention, suspendre ou annuler le certificat de francisation. Le projet prévoit un appel des décisions de l'Office de refuser, suspendre ou annuler le certificat de francisation.

L'Office pourra, avec l'approbation du ministre responsable de l'application de la loi, exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes qu'elle procède à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.

Le titre III institue une commission de surveillance de la langue française qui sera chargée de faire enquête sur les contraventions à la loi et de préparer des dossiers à l'intention du procureur général, lequel pourra intenter les poursuites prévues par la loi.

Le titre IV institue le Conseil de la langue française.

Le titre V traite des infractions et peines.

Le projet contient enfin certaines dispositions transitoires et diverses.

L'annexe énumère les diverses composantes de l'Administration, les services de santé, les services sociaux, les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels visés au projet.

Art. 29

Les services de santé, les services sociaux, les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels utilisent la langue officielle dans leurs communications écrites avec l'Administration et les personnes morales. La même règle s'applique aux ordres professionnels dans leurs communications écrites avec l'ensemble de leurs membres.

Art. 30

Les articles 28 et 29 ne s'appliquent pas aux communiqués ni à la publicité destinés aux organes d'information diffusant dans une langue autre que le français.

Art. 31

Les ordres professionnels ne sont désignés que par leur dénomination française.

Art. 32

Les ordres professionnels ne peuvent délivrer de permis au Québec qu'à des personnes ayant de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de leur profession.

Cette connaissance doit être prouvée suivant les règlements de l'Office de la langue française, lesquels peuvent pourvoir à la tenue d'examens et à la délivrance d'attestations.

Art. 33

Dans les deux ans précédant l'obtention d'un diplôme rendant admissible à un permis d'exercer, toute personne inscrite dans un établissement d'enseignement délivrant ce diplôme peut faire la preuve qu'elle remplit les conditions de l'article 32 quant à sa connaissance de la langue officielle.

Art. 34

Les ordres professionnels peuvent délivrer des permis temporaires valables pour une période d'au plus un an aux personnes venant de l'extérieur du Québec qui sont déclarées aptes à exercer leur profession mais qui ne remplissent pas les exigences de l'article 32 quant à la connaissance de la langue officielle.

Art. 35

Les permis visés à l'article 34 ne sont renouvelables que deux fois, avec l'autorisation de l'Office de la langue française si l'intérêt public le justifie. Pour chaque renouvellement, les intéressés doivent se présenter à des examens tenus conformément aux règlements de l'Office de la langue française.

Art. 36

Les personnes ayant obtenu au Québec un diplôme visé à l'article 33 pourront, jusqu'à la fin de 1980, se prévaloir des dispositions des articles 34 et 35.

Art. 37

Dans les cas où l'intérêt public l'exige, les ordres professionnels peuvent, avec l'autorisation préalable de l'Office de la langue française, délivrer un permis restrictif aux personnes déjà autorisées à exercer leur profession en vertu des lois d'une autre province ou d'un autre pays. Ce permis restrictif autorise son détenteur à exercer sa profession exclusivement pour le compte d'un seul employeur dans une fonction ne l'amenant pas à traiter avec le public.

CHAPITRE VI

LA LANGUE DU TRAVAIL

Art. 38

L'employeur rédige dans la langue officielle les communications qu'il adresse à son personnel.

Art. 39

Les conventions collectives et leurs annexes doivent être rédigées dans la langue officielle pour être déposées en vertu de l'article 60 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141).

Art. 40

Lors de l'arbitrage d'un grief ou d'un différend relatif à la négociation, au renouvellement ou à la révision d'une convention

collective, la sentence arbitrale doit être rédigée dans la langue officielle ou être accompagnée d'une version française dûment authentifiée. Seule la version française de la sentence est officielle.

Il en est de même des décisions rendues en vertu du Code du travail par les enquêteurs, les commissaires-enquêteurs et le Tribunal du travail.

Art. 41

Il est interdit à un employeur de congédier ou rétrograder un membre de son personnel pour la seule raison que ce dernier ne parle que le français ou qu'il ne connaît pas suffisamment une langue donnée autre que la langue officielle.

Art. 42

Toute contravention à l'article 41, en plus de constituer une infraction à la présente loi, autorise un salarié à faire valoir ses droits auprès d'un commissaire-enquêteur nommé en vertu du Code du travail, au même titre que s'il s'agissait d'un congédiement pour activités syndicales. Les articles 14 à 19 du Code du travail s'appliquent alors, *mutatis mutandis*.

Art. 43

Il est interdit à tout employeur d'exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle, à moins que l'accomplissement de la tâche ne nécessite la connaissance de cette autre langue.

Il incombe à l'employeur de prouver à la personne intéressée, à l'association de salariés intéressée ou, le cas échéant, à l'Office de la langue française que la connaissance de l'autre langue est nécessaire. L'Office de la langue française a compétence pour trancher le litige, le cas échéant.

Art. 44

Sont nuls, sauf pour ce qui est des droits acquis des salariés et de leurs associations, les actes juridiques, décisions et autres documents non conformes au présent chapitre. L'usage d'une autre langue que celle prescrite par le présent chapitre ne peut être considéré comme un vice de forme visé par l'article 134 du Code du travail.

Art. 45

Une association de salariés utilise la langue officielle dans les communications écrites avec ses membres. Il lui est loisible d'utiliser la langue de son interlocuteur lorsqu'elle correspond avec un membre en particulier.

Art. 46

Les articles 38 à 45 de la présente loi sont réputés faire partie intégrante de toute convention collective. Une stipulation de la convention contraire à une disposition de la présente loi est nulle.

CHAPITRE VII

LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES

Art. 47

Toute inscription sur un produit ou sur son emballage, sur un document ou objet accompagnant ce produit, y compris le mode d'emploi et la garantie, doit être rédigée en français. Cette règle s'applique également aux menus et cartes des vins.

Le texte français peut être assorti d'une ou plusieurs traductions, mais aucune inscription rédigée dans une autre langue ne doit l'emporter sur celle qui est rédigée en français.

Art. 48

L'Office de la langue française peut, par règlement, indiquer les produits, les contenants et les inscriptions qui peuvent déroger à l'article 47.

Art. 49

Les catalogues, brochures, dépliants et autres publications de même nature doivent être en français.

Art. 50

Sauf exception prévue par règlement de l'Office de la langue française, il est interdit d'offrir au public des jouets ou jeux dont le fonctionnement exige l'emploi d'un vocabulaire autre que

français, à moins que le jouet ou jeu ne soit disponible en français sur le marché québécois dans des conditions au moins aussi favorables.

Art. 51

Les contrats d'adhésion, les contrats où figurent des clauses-types imprimées, ainsi que les documents qui s'y rattachent sont rédigés en français. Ils peuvent être rédigés dans une autre langue si telle est la volonté expresse des parties.

Art. 52

Les documents visés à l'article 51 qui sont imposés par une loi, un arrêté en conseil ou un règlement du gouvernement peuvent faire exception à cette règle si les langues de rédaction font l'objet d'une entente fédérale-provinciale, interprovinciale ou internationale.

Art. 53

Les formulaires de demande d'emploi, les bons de commande, les factures, les reçus et quittances sont rédigés en français.

Art. 54

Sous réserve des exceptions prévues par la loi ou par les règlements de l'Office de la langue française, l'affichage public et la publicité commerciale se font uniquement dans la langue officielle.

Art. 55

L'article 54 ne s'applique pas à la publicité véhiculée par des organes d'information diffusant dans une langue autre que le français ni aux messages de types religieux, politique ou idéologique pourvu qu'ils soient à but non lucratif.

Art. 56

L'affichage public peut se faire en français ou à la fois en français et dans une autre langue avec prédominance du français dans les établissements employant au plus quatre personnes, y compris le patron.

Art. 57

Pour tout ce qui concerne les activités culturelles d'un groupe ethnique particulier, l'affichage public peut se faire à la fois en français et dans la langue de ce groupe ethnique.

Art. 58

Dans les établissements spécialisés dans la vente de produits typiques d'une nation étrangère ou d'un groupe ethnique particulier, on peut afficher à la fois en français et dans la langue de cette nation ou de ce groupe ethnique.

Art. 59

Les raisons sociales doivent être en langue française.

Art. 60

Une raison sociale en langue française est nécessaire à l'obtention de la personnalité juridique.

Art. 61

Les raisons sociales qui ne sont pas en langue française doivent être modifiées avant le 31 décembre 1980, à moins que la loi en vertu de laquelle l'entreprise est constituée ne le permette pas.

Art. 62

Les articles 59, 60 et 61 s'appliquent également aux raisons sociales enregistrées en vertu de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272).

Art. 63

Peuvent figurer, comme spécifiques, dans les raisons sociales, conformément aux autres lois ou aux règlements de l'Office de la langue française, les patronymes et les toponymes, les expressions formées de la combinaison artificielle de lettres, de syllabes ou de chiffres ou les expressions tirées d'autres langues.

Art. 64

Les raisons sociales peuvent être assorties d'une version dans une autre langue pour utilisation hors du territoire du Québec. Elles peuvent être utilisées en même temps que la raison sociale en langue française dans les inscriptions visées à l'article 47 s'il s'agit de produits offerts à la fois au Québec et hors du Québec.

Art. 65

Sous réserve de l'article 64, seule la raison sociale en langue française peut être utilisée au Québec.

Art. 66

Les services de santé et les services sociaux dont la raison sociale, adoptée avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, est dans une langue autre que le français peuvent continuer à utiliser cette raison sociale à condition de lui adjoindre une version française.

Art. 67

Les associations sans but lucratif vouées exclusivement au développement culturel d'un groupe ethnique particulier ou à la défense des intérêts propres de celui-ci peuvent se donner une raison sociale dans la langue de ce groupe à condition d'y adjoindre une version française.

CHAPITRE VIII

LA LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Art. 68

L'enseignement se donne en français dans les classes maternelles, dans les écoles primaires et secondaires sous réserve des exceptions prévues au présent chapitre.

Cette disposition vaut pour les organismes scolaires au sens de l'Annexe et s'applique aussi aux enseignements subventionnés dispensés par les institutions déclarées d'intérêt public ou reconnues pour fins de subventions en vertu de la Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67).

Art. 69

Par dérogation à l'article 68, peuvent recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de leur père et de leur mère,

a) les enfants dont le père ou la mère a reçu au Québec, l'enseignement primaire en anglais,

b) les enfants dont le père ou la mère est, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, domicilié au Québec et a reçu, hors du Québec, l'enseignement primaire en anglais,

c) les enfants qui, lors de leur dernière année de scolarité avant l'entrée en vigueur de la présente loi, recevaient légalement au Québec, l'enseignement en anglais dans une classe maternelle publique ou à l'école primaire ou secondaire,

d) les frères et soeurs cadets des enfants visés au paragraphe c.

Art. 70

Lorsqu'un enfant est à la charge d'un seul de ses parents, ou à la charge d'un tuteur, la demande prévue à l'article 69 est faite par le parent ou le tuteur.

Art. 71

Le ministre de l'éducation peut conférer à des personnes qu'il désigne le pouvoir de vérifier l'admissibilité des enfants à l'enseignement en anglais et de statuer à ce sujet.

Art. 72

Une personne qui veut se prévaloir du paragraphe b de l'article 69 pour transmettre le droit à l'enseignement en anglais à ses enfants, peut faire reconnaître ce droit par une des personnes désignées par le ministre de l'éducation en vertu de l'article 71.

Art. 73

Les personnes désignées par le ministre de l'éducation en vertu de l'article 71 peuvent vérifier l'admissibilité des enfants à l'enseignement primaire en anglais même si ces enfants reçoivent déjà ou sont sur le point de recevoir l'enseignement en français.

Les enfants dont l'admissibilité a été confirmée conformément à l'alinéa précédent sont réputés recevoir l'enseignement en anglais pour les fins de l'article 69.

Art. 74

Une déclaration d'admissibilité obtenue par fraude ou sur le fondement d'une fausse représentation est nulle.

Art. 75

Le ministre de l'éducation peut annuler une déclaration d'admissibilité délivrée par erreur.

Art. 76

Aucun organisme scolaire qui ne donne pas déjà l'enseignement en anglais n'est tenu de le donner, ni ne peut en prendre l'initiative sans l'autorisation expresse et préalable du ministre de l'éducation. Celui-ci accorde l'autorisation s'il est d'avis qu'elle est justifiée par le nombre d'élèves qui relèvent de la compétence de l'organisme et qui sont admissibles à l'enseignement en anglais en vertu de l'article 69.

Art. 77

Le gouvernement peut, par règlement, statuer sur la procédure à suivre lorsque des parents invoquent l'article 69 et sur les éléments de preuve que ces derniers doivent apporter à l'appui de leur demande.

Art. 78

Il y a appel des décisions des organismes scolaires et des personnes désignées par le ministre de l'éducation, portant sur l'application de l'article 69, ainsi que des décisions du ministre de l'éducation prises en vertu de l'article 75.

Art. 79

L'appel prévu à l'article 78 est interjeté auprès d'une commission d'appel instituée à cette fin par le gouvernement, selon les modalités fixées par ce dernier.

Art. 80

Aucun certificat de fin d'études secondaires ne peut être délivré à l'élève qui n'a du français, parlé et écrit, la connaissance exigée par les programmes du ministère de l'éducation.

Art. 81

Le gouvernement peut faire des règlements pour déterminer à quelles conditions certaines personnes ou catégories de personnes séjournant de façon temporaire au Québec ou leurs enfants peuvent être soustraites à l'application du présent chapitre.

Art. 82

Rien dans la présente loi n'empêche l'usage d'une langue amérindienne dans l'enseignement dispensé aux Amérindiens.

Art. 83

Malgré les articles 68 à 81, dans les territoires où la commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik ont respectivement compétence, conformément à la Loi de l'instruction publique, les langues d'enseignement sont respectivement le Cri et l'Inuitut ainsi que les autres langues d'enseignement en usage dans les communautés crie et inuit desdits territoires à la date de la signature de la convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1976, chapitre 46), soit le 11 novembre 1975.

La commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik poursuivent comme objectif l'usage du français comme langue d'enseignement en vue de permettre aux diplômés de leurs écoles de poursuivre leurs études en français, s'ils le désirent, dans les écoles, collèges ou universités du Québec.

Les commissaires fixent le rythme d'introduction du français et de l'anglais comme langues d'enseignement après consultation des comités d'école, dans le cas des Crie, et des comités de parents, dans le cas des Inuit.

Avec l'aide du ministère de l'éducation, la commission scolaire Crie et la commission scolaire Kativik prennent les dispositions nécessaires afin que les dispositions des articles 68 à 81 s'appliquent aux enfants dont les parents ne sont pas admissibles aux bénéfices de la Convention.

Compte tenu des adaptations nécessaires, le présent article s'applique aussi aux Naskapis.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 84

L'usage d'une autre langue que celle prescrite par la présente loi continue d'être permis à moins que la présente loi n'exige l'usage exclusif de la langue officielle.

Art. 85

Sous réserve de l'article 10, tout ce qu'une loi du Québec ou une loi du parlement britannique s'appliquant au Québec dans un domaine de compétence provinciale, un règlement ou un arrêté prescrit de rédiger ou de publier en français et en anglais peut être rédigé et publié uniquement en français.

De même tout ce qu'une loi, un règlement ou un arrêté prescrit de publier dans un journal de langue française et dans un journal de langue anglaise peut être publié uniquement dans un journal de langue française.

Art. 86

Dans les cas où la présente loi autorise la rédaction de documents à la fois en français et dans une ou plusieurs autres langues, le français doit figurer d'une façon au moins aussi évidente que toute autre langue.

Art. 87

Rien n'empêche l'emploi d'une langue en dérogation avec la présente loi dans les organismes internationaux désignés par le gouvernement ou lorsque les usages internationaux l'exigent.

Art. 88

Le gouvernement peut, outre les pouvoirs de réglementation prévus à la présente loi, adopter des règlements pour en faciliter la mise en oeuvre, y compris pour préciser la portée des termes et expressions qui y sont utilisés.

Art. 89

Les règlements de l'Office de la langue française et ceux du gouvernement faits en vertu de la présente loi entrent en vigueur par leur publication à la *Gazette officielle du Québec* accompagnée d'un avis signalant la date de leur approbation ou de leur adoption par le gouvernement, selon qu'il s'agit des premiers ou des seconds.

Le gouvernement doit avant d'approuver ou d'adopter un règlement en vertu de la présente loi en publier le projet à la *Gazette officielle du Québec* au moins soixante jours auparavant, sauf s'il s'agit de règlements déposés à l'Assemblée nationale avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

En cas de modification d'un règlement de l'Office de la langue française ou du gouvernement, le texte modifié entre en vigueur dès sa publication intégrale à la *Gazette officielle du Québec*.

Les règlements attribués par la présente loi à l'Office de la langue française et que le gouvernement aura approuvés et déposés avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputés être des règlements de l'Office de la langue française.

Art. 90

Ont le droit d'utiliser le Cri et l'Inutituut et sont exemptés de l'application de la présente loi à l'exception des articles 82, 83 et 91, les personnes et organismes suivants:

a) les personnes admissibles aux bénéfices de la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1976, chapitre 46) et ce, dans les territoires visés à ladite Convention;

b) les organismes dont la création est prévue à ladite Convention;

c) les organismes dont la majorité des membres ou actionnaires, selon le cas, est constituée de personnes visées au paragraphe a.

Compte tenu des adaptations nécessaires, le présent article s'applique aussi aux Naskapis.

Art. 91

Les organismes visés aux paragraphes b et c de l'article 90 ont comme objectif l'introduction graduelle du français dans leur administration de façon à pouvoir communiquer plus facilement avec l'ensemble du Québec. Dans la poursuite de cet objectif, ces organismes seront assistés par l'Office de la langue française.

Compte tenu des adaptations nécessaires, le présent article s'applique aussi aux Naskapis.

Art. 92

Les réserves indiennes ne sont pas soumises à la présente loi.

Art. 93

Sont énumérés à l'Annexe les divers organismes de l'Administration ainsi que les services de santé et les services sociaux, les entreprises d'utilité publique et les ordres professionnels visés par la présente loi.

TITRE II

L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET LA FRANCISATION

CHAPITRE PREMIER

INTERPRÉTATION

Art. 94

Dans le présent titre, on entend par:

- a)* « Commission », la Commission de toponymie instituée par le présent titre;
- b)* « ministre », le ministre chargé de l'application de la présente loi;
- c)* « Office », l'Office de la langue française institué par le présent titre.

CHAPITRE II

L'OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Art. 95

Un Office de la langue française est institué pour définir et conduire la politique québécoise en matière de recherche linguistique et de terminologie et pour veiller à ce que le français devienne,

le plus tôt possible, la langue des communications et du travail dans l'Administration et les entreprises.

Art. 96

L'Office est composé de cinq membres dont un président, nommés par le gouvernement pour au plus cinq ans.

Art. 97

[[Le personnel de l'Office est nommé et rémunéré suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

Art. 98

Le président exerce à l'égard des membres du personnel de l'Office les pouvoirs que la Loi de la fonction publique attribue aux sous-chefs des ministères.

Art. 99

[[Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président et des autres membres de l'Office ou, le cas échéant, leur traitement supplémentaire.]]

Art. 100

La qualité de président de l'Office est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.

Art. 101

En cas d'incapacité du président, il est remplacé par un autre membre nommé par le gouvernement.

Art. 102

Les membres de l'Office ne peuvent prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle ils ont un intérêt personnel.

L'Office décide s'ils ont un intérêt personnel dans la question. Les membres en cause ne peuvent participer à cette décision.

Art. 103

Le quorum de l'Office est de trois membres. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix supplémentaire.

Art. 104

À la fin de leur mandat, le président et les autres membres de l'Office restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Art. 105

L'Office a son siège dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le gouvernement.

L'Office a un bureau dans chacune de ces deux villes.

L'Office peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

Art. 106

Sont authentiques les procès-verbaux des séances approuvés par l'Office et certifiés par le président ou le secrétaire. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Office ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont signés par le président ou le secrétaire de l'Office.

Art. 107

Les membres de l'Office et de son personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 108

L'Office doit:

- a) normaliser et diffuser les termes et expressions qu'il approuve;
- b) établir les programmes de recherche nécessaires à l'application de la présente loi;
- c) préparer les règlements de sa compétence qui sont nécessaires à l'application de la présente loi et les soumettre pour avis au Conseil de la langue française, conformément à l'article 178;

d) définir, par règlement, la procédure d'émission, de suspension ou d'annulation du certificat de francisation;

e) aider à définir et à élaborer les programmes de francisation prévus par la présente loi et en suivre l'application;

f) reconnaître les organismes municipaux et scolaires visés aux articles 23, 24 et 25 ainsi que les services qui, dans les organismes scolaires, sont chargés d'organiser ou de donner l'enseignement dans une langue autre que le français.

Art. 109

L'Office peut:

a) adopter des règlements qui sont de sa compétence en vertu de la présente loi ou qui sont nécessaires à l'accomplissement des tâches que lui confie le gouvernement;

b) instituer des commissions de terminologie, en déterminer la composition et le fonctionnement et, au besoin, les déléguer auprès des ministères et organismes de l'Administration;

c) adopter un règlement de régie interne soumis à l'approbation du gouvernement;

d) établir, par règlement, les services et les comités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

e) sous réserve de la Loi du ministère des affaires intergouvernementales (1974, chapitre 15), conclure des ententes avec d'autres organismes ou un gouvernement en vue de faciliter l'application de la présente loi;

f) exiger de toute institution d'enseignement collégial ou universitaire un rapport sur la langue des manuels utilisés et faire état des observations en la matière dans son rapport annuel.

Art. 110

Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les mesures que les ministères et les autres organismes de l'Administration doivent prendre pour apporter leur concours à l'Office.

Art. 111

Les commissions de terminologie instituées par l'Office ont pour mission de faire l'inventaire des mots techniques employés dans le secteur qui leur est désigné, d'indiquer les lacunes qu'elles y trouvent et de dresser la liste des termes qu'elles préconisent.

Art. 112

Dès leurs travaux terminés, les commissions de terminologie soumettent leurs conclusions à l'approbation de l'Office.

Art. 113

Sur publication à la *Gazette officielle du Québec* des termes et expressions normalisés par l'Office, leur emploi devient obligatoire dans les textes et documents émanant de l'Administration, dans les contrats auxquels elle est partie, dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés en français au Québec et approuvés par le ministre de l'éducation ainsi que dans l'affichage public.

Art. 114

L'Office doit, au plus tard le 31 octobre de chaque année, remettre au ministre le rapport de ses activités de l'exercice précédent.

Art. 115

Le ministre dépose le rapport de l'Office devant l'Assemblée nationale dans les trente jours qui suivent sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

Art. 116

Aucune action civile ne peut être intentée du fait de la publication intégrale ou partielle des rapports de l'Office ou de résumés desdits rapports, si cette publication est faite de bonne foi.

CHAPITRE III

LA COMMISSION DE TOPONYMIE

Art. 117

Une Commission de toponymie est instituée et rattachée administrativement à l'Office de la langue française.

Art. 118

La Commission est composée de sept personnes nommées par le gouvernement dont au moins quatre, y compris le président et le secrétaire, font partie du personnel permanent de l'Office. Le gouvernement fixe la rémunération et les indemnités des membres non-permanents de la Commission.

Art. 119

La Commission a compétence pour établir les critères de choix et les règles d'écriture de tous les noms de lieux et pour attribuer en dernier ressort des noms aux lieux qui n'en ont pas encore aussi bien que pour approuver tout changement de nom de lieu.

Art. 120

La Commission doit:

- a) établir les normes et les règles d'écriture à respecter dans la dénomination des lieux;
- b) procéder à l'inventaire et à la conservation des noms de lieux;
- c) établir et normaliser la terminologie géographique, en collaboration avec l'Office;
- d) officialiser les noms de lieux;
- e) diffuser la nomenclature géographique officielle du Québec;
- f) donner son avis au gouvernement sur toute question que celui-ci soumet relativement à la toponymie.

Art. 121

La Commission peut:

- a) donner son avis au gouvernement et aux autres organismes de l'Administration sur toute question relative à la toponymie;
- b) faire des règlements sur les critères de choix de noms de lieux, sur les règles d'écriture à respecter en matière de toponymie et sur les procédures à suivre pour dénommer des lieux et pour en faire approuver la dénomination;
- c) dans les territoires non-organisés, nommer les lieux géographiques ou en changer les noms;
- d) avec l'assentiment de l'organisme de l'Administration ayant une compétence concurrente sur le nom de lieu, déterminer ou changer le nom de tout lieu dans un territoire organisé.

Les règlements de la Commission sont soumis aux prescriptions de l'article 89 comme s'il s'agissait des règlements de l'Office.

Art. 122

Les noms approuvés par la Commission au cours de l'année doivent faire l'objet de publication au moins une fois l'an à la *Gazette officielle du Québec*.

Art. 123

Dès la publication à la *Gazette officielle du Québec* des noms choisis ou approuvés par la Commission, leur emploi devient obligatoire dans les textes et documents de l'Administration, dans la signalisation routière, dans l'affichage public ainsi que dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés au Québec et approuvés par le ministre de l'éducation.

CHAPITRE IV

FRANCISATION DE L'ADMINISTRATION

Art. 124

Les organismes de l'Administration qui ont besoin d'un délai pour se conformer à certaines dispositions de la loi ou pour assurer la généralisation de l'utilisation du français dans leurs domaines doivent adopter le plus tôt possible un programme de francisation sous le contrôle et avec l'aide de l'Office.

Art. 125

Les organismes de l'Administration doivent présenter à l'Office, avant le 31 décembre 1978, un rapport comprenant une analyse de leur situation linguistique et un exposé des mesures qu'ils ont prises pour se conformer à la présente loi.

L'Office détermine la forme de ce rapport et les informations qu'il doit fournir.

Art. 126

Si l'Office juge insuffisantes les mesures prises ou envisagées, il prescrit les correctifs qu'il estime nécessaires. Un organisme qui refuse d'appliquer ces correctifs commet une infraction.

Art. 127

Pour une période d'un an au plus, l'Office peut dispenser de l'application de toute disposition de la présente loi un service ou organisme de l'Administration qui lui en fait la demande, s'il est satisfait des mesures prises par ledit service ou organisme pour atteindre les objectifs prévus par la présente loi et par les règlements.

Art. 128

Aucune poursuite ne peut être intentée, sans l'autorisation expresse de l'Office, contre un organisme de l'Administration pour une infraction aux articles 14 à 27 et 124 à 126 commise avant le 31 décembre 1978.

CHAPITRE V

FRANCISATION DES ENTREPRISES

Art. 129

Pour les fins du présent chapitre, les services sociaux, les services de santé et les entreprises d'utilité publique sont considérés comme des entreprises.

Art. 130

Les entreprises employant cinquante personnes ou plus doivent, à compter de la date déterminée conformément à l'article 142, qui ne peut excéder le 31 décembre 1983, posséder un certificat de francisation délivré par l'Office. Une contravention au présent article constitue une infraction à compter du 1^{er} janvier 1979.

Art. 131

Le certificat de francisation atteste que l'entreprise applique un programme de francisation approuvé par l'Office ou que la langue française y possède déjà le statut que les programmes de francisation ont pour objet d'assurer.

Art. 132

L'Office peut, par règlement, prévoir la délivrance de certificats de francisation à titre provisoire en faveur des entreprises qui se proposent d'adopter un programme de francisation, si elles démontrent qu'elles ont pris les dispositions appropriées.

Art. 133

L'Office accorde le certificat de francisation à une entreprise s'il est d'avis que celle-ci remplit les conditions prévues aux articles 131 ou 132.

Art. 134

Les programmes de francisation ont pour but la généralisation de l'utilisation du français à tous les niveaux de l'entreprise. Ce qui comporte:

a) la connaissance de la langue officielle chez les dirigeants, les membres des ordres professionnels et les autres membres du personnel;

b) l'augmentation à tous les niveaux de l'entreprise, y compris au sein du conseil d'administration, du nombre de personnes ayant une bonne connaissance de la langue française de manière à en assurer l'utilisation généralisée;

c) l'utilisation du français comme langue du travail et des communications internes;

d) l'utilisation du français dans les documents de travail de l'entreprise, notamment dans les manuels et les catalogues;

e) l'utilisation du français dans les communications avec la clientèle, les fournisseurs et le public;

f) l'utilisation d'une terminologie française;

g) l'utilisation du français dans la publicité;

h) une politique d'embauche, de promotion et de mutation appropriée.

Art. 135

Les programmes de francisation doivent tenir compte de la situation des personnes qui sont près de la retraite ou qui ont de longs états de service au sein de l'entreprise.

Les programmes de francisation doivent tenir compte des relations de l'entreprise avec l'étranger et du cas particulier des

sièges sociaux établis au Québec par des entreprises dont l'activité s'étend hors du Québec.

Dans les entreprises produisant des biens culturels à contenu linguistique, les programmes de francisation doivent tenir compte de la situation particulière des unités de production dont le travail est directement relié à ce contenu linguistique.

Art. 136

Les entreprises employant cent personnes ou plus doivent, avant le 30 novembre 1977, instituer un comité de francisation d'au moins six personnes dont au moins le tiers est nommé conformément à l'article 137 pour représenter les employés.

Art. 137

S'il y a dans l'entreprise une seule association de salariés représentant la majorité des membres du personnel, celle-ci désigne les représentants des employés visés à l'article 136.

S'il y a dans l'entreprise plusieurs associations de salariés qui, ensemble, représentent la majorité des membres du personnel, ces associations peuvent, par entente, désigner les représentants des employés visés à l'article 136.

S'il n'y a pas entente ou dans les autres cas, ces représentants sont élus par l'ensemble du personnel de l'entreprise, suivant des modalités déterminées par la direction de l'entreprise.

Art. 138

Le comité de francisation de l'entreprise peut désigner des sous-comités qui travaillent sous son autorité.

Art. 139

À l'aide de formulaires et questionnaires fournis par l'Office, le comité de francisation procède à l'analyse de la situation linguistique de l'entreprise et fait rapport à l'Office.

Art. 140

L'Office décide, après étude du rapport mentionné à l'article 139, si l'entreprise doit adopter et appliquer un programme de francisation. Dans l'affirmative, l'entreprise charge son comité de francisation d'établir le programme approprié.

Art. 141

L'Office peut, avec l'approbation du ministre, exiger d'une entreprise employant moins de cinquante personnes, qu'elle procède à l'élaboration et à l'application d'un programme de francisation.

Chaque année, l'Office doit faire au ministre un rapport des démarches qu'il a ainsi faites et des mesures prises par les entreprises.

Art. 142

L'Office peut, par règlement, établir des catégories d'entreprises suivant le genre d'activités et le nombre de personnes employées. Pour chacune des catégories ainsi établies, il peut fixer la date à laquelle les certificats de francisation deviennent exigibles, déterminer les modalités de délivrance de ces certificats et statuer sur les obligations des entreprises qui les possèdent.

L'Office peut, de la même façon, adopter des critères permettant de reconnaître les entreprises comme appartenant aux catégories employant plus de cinquante personnes ou à celles employant plus de cent personnes et, aux fins du présent chapitre, définir l'expression «entreprise».

Art. 143

Lorsqu'il accorde un certificat de francisation, même à titre provisoire, l'Office peut exempter temporairement l'entreprise de l'application de toute disposition de la présente loi. Il en avise la Commission de surveillance de la langue française instituée par le titre III.

Art. 144

L'Office peut suspendre ou annuler le certificat de toute entreprise qui ne se conforme pas au programme de francisation qu'elle s'est engagée à réaliser ou qui ne respecte plus les obligations qui lui sont imposées par la présente loi et par les règlements.

Art. 145

Il y a appel d'une décision de l'Office de refuser, suspendre ou annuler un certificat de francisation.

L'appel est interjeté suivant l'article 79.

Art. 146

Dans son rapport annuel, l'Office signale les annulations de certificats qu'il a prononcées ainsi que les entreprises qui n'ont pas obtenu de certificat de francisation dans le délai prévu ou qui n'ont pas institué le comité de francisation prévu à l'article 136.

TITRE III

LA COMMISSION DE SURVEILLANCE ET LES ENQUÊTES

Art. 147

Dans le présent titre, on entend par:

- a) « Commission de surveillance », la Commission de surveillance de la langue française instituée par le présent titre;
- b) « ministre », le ministre chargé de l'application de la présente loi;
- c) « Office », l'Office de la langue française;
- d) « président », le président de la Commission de surveillance.

Art. 148

Une Commission de surveillance est instituée pour traiter des questions se rapportant au défaut d'observance de la présente loi.

Art. 149

La Commission de surveillance est dirigée par un président et formée de commissaires-enquêteurs, d'inspecteurs et du personnel nécessaire.

Art. 150

Le président de la Commission de surveillance est nommé par le gouvernement pour au plus cinq ans.

Art. 151

[[Les commissaires-enquêteurs, les inspecteurs et les autres membres du personnel de la Commission de surveillance sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique.]]

Art. 152

Le président exerce, à l'égard des commissaires-enquêteurs, des inspecteurs et des autres membres du personnel de la Commission de surveillance, les pouvoirs que la Loi de la fonction publique attribue aux sous-chefs des ministères.

Art. 153

[[Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président ou, le cas échéant, son traitement supplémentaire.]]

Art. 154

La qualité de président de la Commission de surveillance est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.

Art. 155

Au cas d'incapacité du président, ses pouvoirs sont exercés par une personne nommée par le gouvernement.

Art. 156

À la fin de son mandat, le président reste en fonction jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

Art. 157

Outre les attributions qui lui sont conférées à l'article 152, le président dirige, coordonne et répartit le travail des commissaires-enquêteurs, des inspecteurs et des autres membres du

personnel de la Commission de surveillance. Il peut exercer lui-même les fonctions de commissaire-enquêteur.

Art. 158

Les commissaires-enquêteurs et le personnel de la Commission de surveillance ne peuvent être poursuivis à raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 159

Les commissaires-enquêteurs procèdent aux enquêtes prévues par la présente loi.

Art. 160

Les inspecteurs assistent les commissaires-enquêteurs dans l'exercice de leurs fonctions, vérifient et constatent les faits pouvant constituer des infractions à la présente loi et soumettent aux commissaires-enquêteurs des rapports assortis de recommandations sur les faits constatés.

Art. 161

Les commissaires-enquêteurs procèdent à des enquêtes chaque fois qu'ils ont des raisons de croire que la présente loi n'a pas été observée.

Art. 162

Les entreprises auxquelles l'Office a délivré ou s'apprête à délivrer un certificat de francisation font l'objet d'enquêtes lorsque l'Office le demande.

Art. 163

Une personne ou un groupe de personnes peut demander une enquête.

Art. 164

Les demandes d'enquête doivent être faites par écrit et être accompagnées de renseignements établissant les motifs et l'identité

des requérants. L'identité d'un requérant ne peut être divulguée qu'avec son autorisation expresse.

Art. 165

Les requérants ont droit à l'assistance des commissaires-enquêteurs ou de leur personnel pour la rédaction de leurs demandes.

Art. 166

Les commissaires-enquêteurs doivent refuser d'enquêter dans les cas où

- a) ils n'ont pas la compétence voulue aux termes de la présente loi;
- b) la question relève du Protecteur du citoyen ou de la Commission des droits de la personne;
- c) le motif de la demande n'existe plus au moment où celle-ci est déposée;
- d) ils ont la conviction que la demande est frivole ou faite de mauvaise foi.

Dans le cas prévu au paragraphe *b*, les commissaires-enquêteurs transmettent le dossier au Protecteur du citoyen ou à la Commission des droits de la personne, selon le cas.

Art. 167

Les commissaires-enquêteurs peuvent refuser d'enquêter si, à leur avis,

- a) le requérant dispose d'un appel ou d'un recours approprié;
- b) le motif de la plainte n'existera plus au moment où pourrait débiter l'enquête;
- c) les circonstances ne le justifient pas.

Art. 168

En cas de refus, les commissaires-enquêteurs doivent aviser les requérants, en leur donnant les motifs et en leur indiquant leurs éventuels droits de recours.

Art. 169

Pour les enquêtes, les commissaires-enquêteurs et les inspecteurs délégués par eux sont investis des pouvoirs et de l'immunité

accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Art. 170

Les commissaires-enquêteurs et les inspecteurs qu'ils délèguent doivent, sur demande, produire un certificat signé du président de la Commission de surveillance et attestant leur qualité.

Art. 171

Les articles 307, 308 et 309 du Code de procédure civile s'appliquent aux témoins entendus par les commissaires-enquêteurs et les inspecteurs qu'ils délèguent.

Art. 172

Lorsque, à la suite d'une enquête, un commissaire-enquêteur a la conviction qu'il y a eu contravention à la présente loi ou aux règlements adoptés sous l'autorité de la présente loi, il met en demeure le contrevenant présumé de se conformer dans un délai donné.

Si le commissaire-enquêteur estime que la contravention subsiste passé ce délai, il transmet le dossier au procureur général pour que celui-ci en fasse l'étude et intente, s'il y a lieu, les poursuites pénales appropriées.

Art. 173

La Commission de surveillance doit, au plus tard le 31 octobre de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités de l'exercice précédent.

Le rapport de la Commission de surveillance signale les enquêtes menées et les poursuites intentées, ainsi que les résultats obtenus.

Art. 174

Le ministre dépose le rapport de la Commission de surveillance devant l'Assemblée nationale dans les trente jours qui suivent sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

TITRE IV

LE CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Art. 175

Dans le présent titre, on entend par:

- a) « Conseil », le Conseil de la langue française;
- b) « ministre », le ministre chargé de l'application de la présente loi;
- c) « Office », l'Office de la langue française.

Art. 176

Un Conseil de la langue française est institué pour conseiller le ministre sur la politique québécoise de la langue française et sur toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente loi.

Art. 177

Le Conseil est composé de onze membres, nommés par le gouvernement, comme suit:

- a) le président;
- b) deux personnes choisies après consultation des associations socio-culturelles représentatives;
- c) deux personnes choisies après consultation des organismes syndicaux représentatifs;
- d) deux personnes choisies après consultation des associations patronales représentatives;
- e) deux personnes choisies après consultation des milieux universitaires;
- f) deux personnes choisies après consultation des associations représentatives des groupes ethniques.

Le gouvernement nomme un vice-président parmi les membres du Conseil.

Art. 178

Le Conseil doit:

- a) donner son avis au ministre sur les questions que celui-ci lui soumet touchant la situation de la langue française au Québec et l'interprétation ou l'application de la présente loi;

b) surveiller l'évolution de la situation linguistique au Québec quant au statut de la langue française et à sa qualité et communiquer au ministre ses constatations et ses conclusions;

c) saisir le ministre des questions relatives à la langue qui, à son avis, appellent l'attention ou l'action du gouvernement;

d) donner son avis au ministre sur les règlements préparés par l'Office.

Art. 179

Le Conseil peut:

a) recevoir et entendre les observations et suggestions des individus et des groupes sur les questions relatives au statut et à la qualité de la langue française;

b) avec l'assentiment du ministre, entreprendre l'étude de questions se rattachant à la langue et effectuer ou faire effectuer les recherches appropriées;

c) recevoir les observations des organismes de l'Administration et des entreprises sur les difficultés d'application de la présente loi et faire rapport au ministre;

d) informer le public sur les questions concernant la langue française au Québec;

e) adopter un règlement de régie interne soumis à l'approbation du gouvernement.

Art. 180

Le président est nommé pour au plus cinq ans et les autres membres pour quatre ans.

Toutefois, trois des premiers membres autres que le président sont nommés pour un an, trois pour deux ans, deux pour trois ans et deux pour quatre ans.

Le mandat des membres du Conseil peut être renouvelé.

Art. 181

À la fin de leur mandat, les membres du Conseil demeurent en fonction, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Art. 182

Dans le cas où un membre ne termine pas son mandat, le gouvernement le remplace selon le mode prescrit à l'article 177, pour le reste du mandat.

Art. 183

Le président dirige les activités du Conseil et en coordonne les travaux. Il assume la liaison entre le Conseil et le ministre.

Art. 184

La qualité de président du Conseil est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.

Art. 185

[[Le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement du président ou, le cas échéant, son traitement supplémentaire.]]

Art. 186

[[Les membres du Conseil autres que le président ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et à une allocation de présence fixés par le gouvernement.]]

Art. 187

[[Le personnel du Conseil, y compris le secrétaire, sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique.]]

Le président exerce à l'égard des membres du personnel du Conseil les pouvoirs que ladite loi attribue aux sous-chefs des ministères.

Art. 188

Le Conseil peut, avec l'assentiment du ministre, former des comités spéciaux pour l'étude des questions particulières et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport au Conseil de leurs constatations et recommandations.

Ces comités peuvent, avec l'approbation préalable du ministre, être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil. Les allocations de présence et les honoraires de ces personnes sont déterminés par le Conseil conformément aux normes établies à cette fin par le gouvernement.

Art. 189

Outre le personnel visé à l'article 187, le Conseil peut, avec l'assentiment du ministre, engager les personnes requises pour effectuer des travaux dûment autorisés.

Art. 190

Le Conseil a son siège dans une municipalité du territoire de la Communauté urbaine de Québec. Il peut tenir ses séances partout au Québec. Il doit se réunir aussi souvent que nécessaire.

Art. 191

Le quorum du Conseil est de six membres. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix supplémentaire.

Art. 192

En cas d'absence, d'empêchement ou d'incapacité temporaires du président, le vice-président le remplace.

Art. 193

Le Conseil doit, au plus tard le 31 octobre de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités de l'exercice précédent.

Art. 194

Le ministre dépose le rapport du Conseil devant l'Assemblée nationale dans les trente jours qui suivent sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

TITRE V

INFRACTIONS ET PEINES

Art. 195

Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi autre que l'article 130 ou des règlements adoptés en vertu de la présente loi par le gouvernement ou par l'Office de la langue française est coupable d'une infraction et passible, en plus du paiement des frais,

a) pour chaque infraction, d'une amende de \$25 à \$500 dans le cas d'un individu et de \$50 à \$1,000 dans le cas d'une personne morale;

b) pour toute récidive dans les deux ans suivant une infraction, d'une amende de \$50 à \$1,000 dans le cas d'un individu, et de \$500 à \$5,000 dans le cas d'une personne morale.

Art. 196

Une entreprise qui commet une infraction visée à l'article 130 est passible, en plus du paiement des frais, d'une amende de \$100 à \$2,000 pour chaque jour où elle poursuit ses activités sans certificat.

Art. 197

Le procureur général ou la personne qu'il autorise intente, par voie sommaire, les poursuites prévues à la présente loi et exerce les recours nécessaires à son application.

Art. 198

Un tribunal de juridiction civile peut, à la requête du procureur général, ordonner que soient enlevés ou détruits, dans un délai de huit jours à compter du jugement, les affiches, les annonces, les panneaux-réclame et les enseignes lumineuses qui contreviennent aux dispositions de la présente loi, et ce, aux frais des intimés.

La requête peut être dirigée contre le propriétaire du matériel publicitaire ou contre quiconque a placé ou fait placer l'affiche, l'annonce, le panneau-réclame ou l'enseigne lumineuse.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

Art. 199

L'article 11 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1979 et n'affecte pas les causes pendantes à cette date. Les articles 31, 54 et 198 entrent en vigueur le 3 juillet 1978, sous réserve de l'article 201.

Art. 200

Les propriétaires de panneaux-réclame ou d'enseignes lumineuses installés avant le 31 juillet 1974 doivent se conformer à l'article 54 dès son entrée en vigueur.

Art. 201

Toute personne qui s'est conformée aux exigences de l'article 35 de la Loi sur la langue officielle (1974, chapitre 6) en matière d'affichage public bilingue a jusqu'au 1^{er} septembre 1981 pour faire les modifications appropriées, notamment pour modifier ses panneaux-réclame et enseignes lumineuses, afin de se conformer à la présente loi.

Art. 202

L'article 14 de la Loi d'interprétation (Statuts refondus, 1964, chapitre 1) est remplacé par le suivant:

« **14.** Dès qu'une loi est sanctionnée ou, si elle a été réservée, aussitôt que la sanction de cette loi est signifiée, le secrétaire de l'Assemblée nationale doit en fournir une copie certifiée ainsi qu'une version en anglais à *l'Éditeur officiel du Québec*, qui est tenu d'en faire l'impression. »

Art 203

L'article 40 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Les lois doivent s'interpréter, en cas de doute, de manière à ne pas restreindre le statut du français. »

Art. 204

La présente loi remplace la Loi de la Commission de géographie (Statuts refondus, 1964, chapitre 100).

Art. 205

L'article 51 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141) est abrogé.

Art. 206

L'article 3 de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (Statuts refondus, 1964, chapitre 272) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Pour être enregistrée, une raison sociale doit être en langue française. »

Art. 207

L'article 203 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), modifié par l'article 1 du chapitre 62 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 67 et l'article 2 du chapitre 9 des lois de 1969, l'article 43 du chapitre 67 des lois de 1971 et l'article 109 du chapitre 6 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes 3° et 4° par les suivants:

« 3° De prendre les mesures nécessaires pour que les cours du niveau de la première année à celui de la onzième inclusivement, adoptés ou reconnus pour les écoles publiques catholiques ou protestantes, selon le cas, soient dispensés à tous les enfants domiciliés dans le territoire soumis à leur compétence en conformité des dispositions de la Charte de la langue française (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 101*). À cette fin, les commissaires ou les syndics d'écoles doivent prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes, à savoir, organiser ces cours dans leurs écoles ou se prévaloir des dispositions des articles 469 à 495 ou 496;

« 4° De s'assurer que les cours d'études dispensés dans leurs écoles sont conformes aux programmes d'études et aux règlements édictés ou approuvés pour les écoles publiques catholiques, protestantes ou autres, selon le cas; ».

Art. 208

L'article 2714 du Code civil est abrogé.

Art. 209

La Loi de l'enseignement privé (1968, chapitre 67) est modifié par l'insertion, après l'article 22, du suivant:

«**22a.** Une institution déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subventions qui ne respecte pas les dispositions des articles 68 et 69 de la Charte de la langue française (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 101*) et des règlements prévus à l'article 77 de ladite loi n'est pas admissible, pour l'année scolaire et pour le niveau d'enseignement concernés par l'infraction, aux subventions prévues aux articles 14, 17 et 20 de la présente loi.»

Art. 210

L'article 4 de la Loi de la protection du consommateur (1971, chapitre 74) est remplacé par le suivant:

«**4.** Le contrat doit être lisiblement rédigé en français, mais le consommateur peut exiger qu'il soit également rédigé en anglais. Au cas de contradiction entre les deux textes, l'interprétation la plus favorable au consommateur prévaut.»

Art. 211

L'article 41 du Code des professions (1973, chapitre 43), modifié par l'article 113 du chapitre 6 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**41.** Sous réserve des articles 32, 34 et 35 de la Charte de la langue française (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 101*), le Bureau d'une corporation peut délivrer aux conditions qu'il détermine, à une personne légalement autorisée à exercer hors du Québec la même profession que les membres de cette corporation, un permis temporaire valable pour un an et renouvelable.»

Art. 212

La présente loi remplace la Loi sur la langue officielle (1974, chapitre 6):

a) à compter du 3 juillet 1978 pour les articles 34 et 35 de ladite loi;

b) à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour les autres dispositions de ladite loi.

Art. 213

Malgré toute autre disposition législative, les articles 68 à 83, 208 et 209 de la présente loi s'appliquent aux inscriptions faites pour l'année scolaire 1977/1978.

Art. 214

Les membres et le personnel de la Régie de la langue française sont affectés à l'Office de la langue française, à la Commission de surveillance ou au Conseil de la langue française, selon que le détermine le gouvernement.

De même, les membres de la Commission de géographie et le personnel du ministère des terres et forêts qui lui est attaché deviennent membres de la Commission de toponymie ou, suivant le cas, sont rattachés au personnel de l'Office de la langue française selon que le détermine le gouvernement.

Art. 215

Les crédits accordés à la Régie de la langue française sont dévolus à l'Office de la langue française, à la Commission de surveillance ou au Conseil de la langue française selon que le détermine le gouvernement.

Les sommes mises à la disposition du ministère des terres et forêts au poste de la Commission de géographie sont affectées au paiement des dépenses engagées pour l'application du chapitre III du titre II.

[[Les autres sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour les exercices financiers 1977/1978 et 1978/1979, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les années subséquentes, à même les crédits votés à cette fin par l'Assemblée nationale.]]

Art. 216

Dans toute loi ou proclamation, dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, on entend par l'expression «Régie de la langue française» l'Office de la langue française, la Commission

de surveillance ou le Conseil de la langue française, suivant la compétence qui leur est respectivement attribuée par la présente loi; de même, par l'expression « Commission de géographie », on entend la Commission de toponymie.

Art. 217

Le gouvernement charge un ministre de l'application de la présente loi. Ce ministre exerce à l'égard du personnel de l'Office de la langue française, de celui de la Commission de surveillance linguistique et de celui du Conseil de la langue française les pouvoirs d'un chef de ministère.

Art. 218

La présente loi s'applique au gouvernement.

Art. 219

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

A. *L'Administration*

1. Le gouvernement et ses ministères.

2. Les organismes gouvernementaux:

Les organismes dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés ou rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14), ou dont le capital-actions provient, pour la moitié ou plus, du fonds consolidé du revenu, à l'exception toutefois des services de santé, des services sociaux, des collèges d'enseignement général et professionnel et de l'Université du Québec.

3. Les organismes municipaux et scolaires:

a) les communautés urbaines:

La Communauté urbaine de Québec, la Communauté urbaine de Montréal et la Communauté régionale de l'Outaouais, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal, la Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais, la Société d'aménagement de l'Outaouais, la Commission de transport de la Ville de Laval et la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal;

b) les municipalités:

Les corporations de cité, de ville, de village, de campagne ou de comté, qu'elles soient constituées en corporation en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale, ainsi que les autres organismes relevant de l'autorité de ces corporations et participant à l'administration de leur territoire;

c) les organismes scolaires:

Les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires et les corporations de syndicats régies par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), le Conseil scolaire de l'Île de Montréal.

B. Les services de santé et services sociaux

Les établissements au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48).

C. Les entreprises d'utilité publique

Si elles ne sont pas déjà des organismes gouvernementaux, les entreprises de téléphone, de télégraphe, de transport par avion, bateau, autobus ou chemin de fer, les entreprises de production, transport, distribution ou vente de gaz, d'eau ou d'électricité, ainsi que les entreprises titulaires d'une autorisation de la Commission des transports.

D. Les ordres professionnels

Les ordres professionnels dont la liste apparaît à l'annexe I du Code des professions (1973, chapitre 43) sous la désignation de: «corporations professionnelles», ou qui sont constitués conformément audit Code.